

1 - TENDANCES INTERNATIONALES

Les conditions permettant l'amorce d'un redémarrage de l'activité en Zone euro pourraient enfin être réunies en 2015

Depuis plus de 3 ans maintenant, la Zone euro inquiète par ses difficultés à retrouver le chemin de la croissance quand d'autres économies avancées ont su, à l'inverse, la redynamiser.

Bien qu'en 2014 elle se soit extirpée de 2 années de récession, la croissance y demeure modeste -tirée notamment par le moteur allemand-, le climat social reste encore très dégradé dans la plupart des pays membres et la consommation ainsi que les prix (les prix ont baissé de -0,2% en décembre pour la première fois depuis octobre 2009 dans la zone) sont quasi atones.

En ce début 2015, le contexte semble toutefois être enfin plus favorable grâce à la conjonction de plusieurs facteurs.

↳ **La baisse de l'euro** (dépréciation face au dollar mais aussi face aux monnaies de ses principaux partenaires commerciaux), à l'oeuvre depuis le printemps dernier, offre une bouffée d'oxygène aux exportateurs en rendant leurs produits plus compétitifs. La hausse attendue des flux à l'export pourrait ainsi ajouter 0,5 point de croissance dans la Zone euro.

↳ **La baisse du pétrole (et des matières 1^{ères})** soulage aussi nos économies fortement importatrices d'or noir et de ses dérivés. Elle profite à la fois aux entreprises en réduisant leur dépenses intermédiaires ainsi qu'aux ménages qui pourraient reporter les économies réalisées sur leur facture énergétique sur d'autres postes de consommation.

↳ **Un plan de rachat massif de dettes publiques par la BCE afin de stimuler la croissance et contrer la menace déflationniste.** Anticipé depuis plusieurs mois par les marchés (d'où la dépréciation de l'euro), ce plan historique portera sur le rachat mensuel de 60 milliards d'euros de dettes entre mars 2015 et septembre 2016, pour un total de 1 140 Mds. En injectant massivement des liquidités, la BCE souhaite stimuler la croissance en facilitant notamment l'accès au crédit afin de déclencher un cercle vertueux de hausse de la demande (consommation et investissements), puis de hausse consécutive des prix (mécanisme offre/demande) ; le tout en conservant l'avantage compétitif d'un euro plus faible.

Ce plan se coordonne, par ailleurs, avec une réorientation générale de la politique économique européenne autour de la relance de l'investissement : **Plan Junker de 315 milliards d'euros d'investissements publics et privés à engager de 2015 à 2017.**

Les expériences récentes de programmes d'assouplissement quantitatif (QE) nous rappellent néanmoins qu'il n'existe pas de recette miracle pour relancer la croissance. Si la plupart des experts s'accordent à reconnaître le succès du 1^{er} QE mené par la FED, entre 2008 et 2010 au plus fort de la crise, ils sont par contre beaucoup plus mitigés sur les vertus des programmes suivants qui se sont prolongés jusqu'en 2014 (4 000 milliards de \$ de rachat sur l'ensemble de la période). Dans le cas de la Banque d'Angleterre (QE de 375 milliards de livres à partir de 2009), les avis s'accordent pour valider des effets positifs sur le niveau de l'inflation et sur la dépréciation de la livre, mais sont nettement plus partagés sur les conséquences en termes de stimulation du crédit. Dernier exemple, le QE mené par la Banque du Japon, depuis avril 2013, tarde encore aujourd'hui à se traduire dans l'économie réelle : le crédit est toujours peu dynamique, l'inflation peine à remonter et la forte dépréciation du yen (-30% par rapport au dollar sur les 2 dernières années) pèse sur le pouvoir d'achat des ménages en raison d'un renchérissement très conséquent des produits importés.

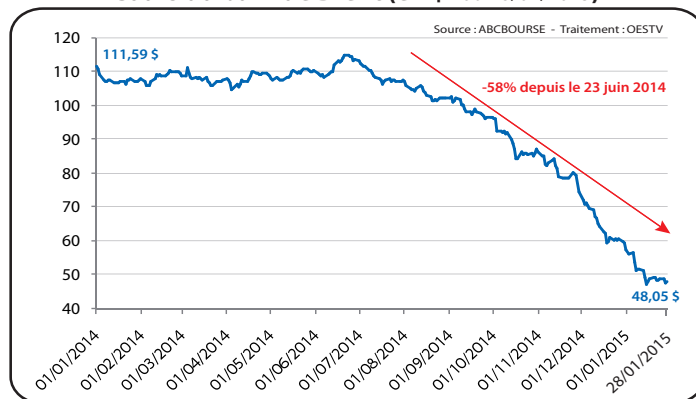
Croissance du PIB et prévisions (en %)

(Sources : FMI - 20 janvier 2015)

| | 2013 | 2014 | 2015 (p) |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|
| ZONE EURO | -0,5 | +0,8 | +1,2 |
| France | +0,3 | +0,4 | +0,9 |
| Allemagne | +0,2 | +1,5 | +1,3 |
| Espagne | -1,6 | -1,2 | +1,3 |
| Italie | -1,9 | -0,4 | +0,4 |
| Royaume-Uni | +1,7 | +2,6 | +2,7 |
| États-Unis | +2,2 | +2,4 | +2,6 |
| Japon | +1,6 | +0,1 | +0,6 |
| ÉCONOMIES AVANCÉES | +1,3 | +1,8 | +2,4 |
| Chine | +7,8 | +7,4 | +6,8 |
| Inde | +5,0 | +5,8 | +6,3 |
| Brsil | +2,5 | +0,1 | +0,3 |
| Russie | +1,3 | +0,6 | -3,0 |
| ÉCONOMIES ÉMERGENTES | +4,7 | +4,4 | +4,3 |
| MONDE | +3,3 | +3,3 | +3,5 |

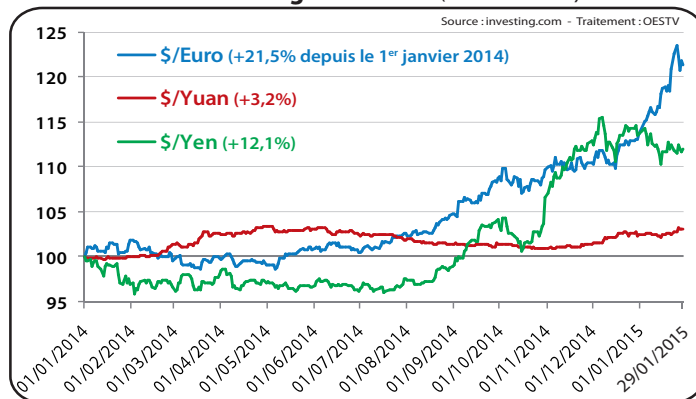
Cours du baril de Brent (en \$ - au 28/01/2015)

Source : ABCBOURSE - Traitement : OESTV



Taux de change de Dollar (au 29/01/2015)

Source : investing.com - Traitement : OESTV



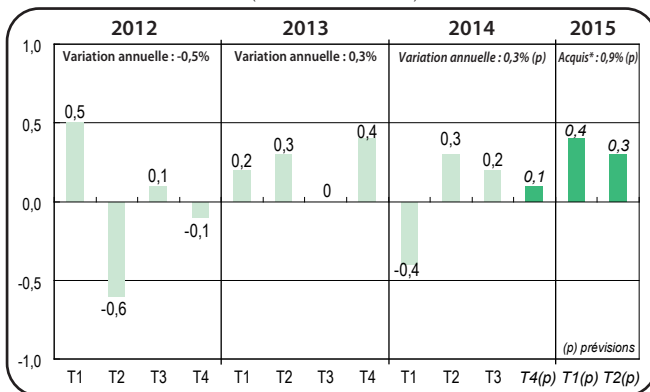
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Faible évolution en 2014 ... vers un peu de mieux en 2015 ?

Comme en 2013, la croissance des dépenses de consommation des ménages est restée très mesurée au cours de l'année 2014 (+0,3% en prévisions). Même si le pouvoir d'achat par unité de consommation (personne) s'est quelque peu redressé (+0,5% après -0,6% en 2013), le contexte économique et celui du marché du travail ont toutefois contraint de nouveau les ménages à une certaine prudence dans leurs dépenses.

Au 1^{er} semestre 2015, les mêmes éléments seraient globalement à l'oeuvre (poursuite d'une hausse modérée du pouvoir d'achat dans un contexte social dégradé) et ne permettraient donc pas de net rebond de la consommation. D'un côté, la baisse importante des prix du pétrole impacterait le niveau global des dépenses des ménages en énergie, mais d'un autre côté, cette baisse libérerait du pouvoir d'achat que ces derniers pourraient consacrer à d'autres postes.

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages

(variation T/T-1 en %)



* Acquis de croissance 2015 : réalisation des prévisions aux T1 et T2 en considérant une croissance nulle sur les T3 et T4 2015

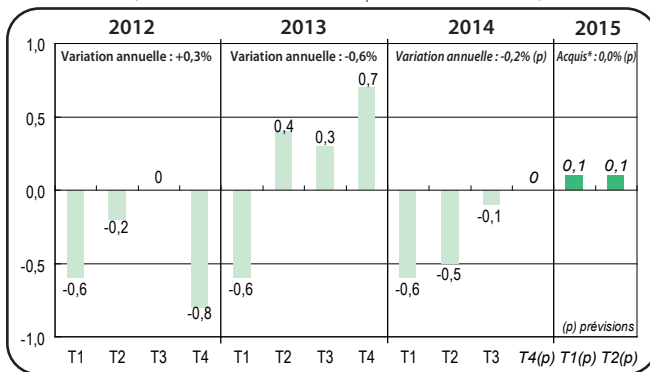
INVESTISSEMENTS : La faiblesse de la demande confine l'investissement à un bas niveau

L'investissement des entreprises (non financières) s'est de nouveau contracté en 2014 de -0,2% comparé à l'année précédente. Comme depuis 2012, les conditions nécessaires à la reprise des projets de développement n'étaient toujours pas réunies : faiblesse de la demande, manque de visibilité, sous-utilisation des capacités de production, taux de marge des entreprises au plus bas (29,6% en moyenne sur 2014), ...

Pour 2015, la conjugaison de la dépréciation de l'euro (avantages à l'export), de celle du pétrole, de la persistance de conditions de financement favorables mais aussi de la montée en charge du CICE et de la mise en oeuvre du Pacte de Responsabilité devraient favoriser en partie une reconstitution des marges et libérer davantage de capacités pour l'investissement. Cependant, les perspectives d'évolution poussives de la demande limiteront, vraisemblablement, la vigueur du rebond de ces immobilisations.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



L'investissement des ménages (essentiellement en logements) a continué de s'inscrire, pour sa part, en très net recul de -6,3% sur l'année 2014 (après -3,1% en 2013 et -2,2% en 2012). En prévision sur les 6 premiers mois de 2015, on assisterait à une relative stabilisation (-0,7% au 1^{er} trimestre puis -0,1% au 2^d) ... à des niveaux toutefois très bas.

PIB : 3^{ème} année de croissance modeste en 2014 ... Recul de l'euro et du pétrole : un peu d'air pour 2015

En 2014, pour la troisième année consécutive, la croissance en France aura été de nouveau modeste progressant de +0,4% comparé à 2013. On soulignera toutefois qu'après un 1^{er} semestre atone, l'activité a retrouvé un peu de vigueur par la suite.

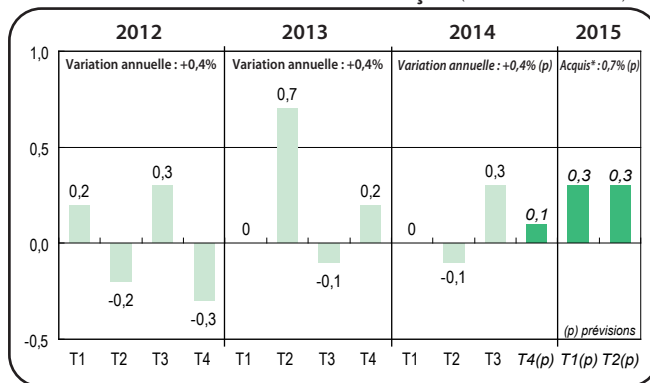
En perspective pour 2015, l'activité serait susceptible d'accélérer en raison du desserrement de plusieurs freins à la croissance.

La baisse de l'euro face au dollar (-20% entre mai 2014 et fin janvier 2015) pourrait, selon la plupart des experts, apporter un surcroît de croissance de l'ordre de 0,5%, via notamment le canal des exportations (produits plus compétitifs).

Celle du pétrole (-57% entre début juin 2014 et fin janvier 2015), qui reste considérable malgré la hausse du dollar qui amoindrit son effet, pourrait également doper la croissance dans les économies avancées de 0,3% à 0,7% selon le FMI (regain de pouvoir d'achat pour les ménages, baisse des coûts énergétiques pour les entreprises, ...). Seule ombre au tableau, cette baisse accroît le risque actuel de déflation ; risque qui pourrait toutefois s'éloigner à l'horizon de quelques mois si le moteur de la croissance redémarre.

Pour 2015, les prévisions restent toutefois encore prudentes en anticipant une croissance du PIB de l'ordre de 1% en France.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



SOLDE COMMERCIAL : recul de nos importations mais aussi de nos exportations

Source : Douanes

Sur les 11 premiers mois de 2014, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) a continué de se réduire, sous l'effet principalement de la chute des prix du pétrole, en s'établissant à -50,6 Mds€ contre -56,3 Mds€ un an plus tôt (pour rappel ce dernier était de -61,6 Mds€ en 2012 et de -69,4 Mds€ en 2011).

Nos importations se sont en effet contractées de -1,0% (451,5 Mds€ contre 457,2 Mds€ en 2013) quand, dans le même temps, nos exportations demeuraient stables à 400,9 Mds€.

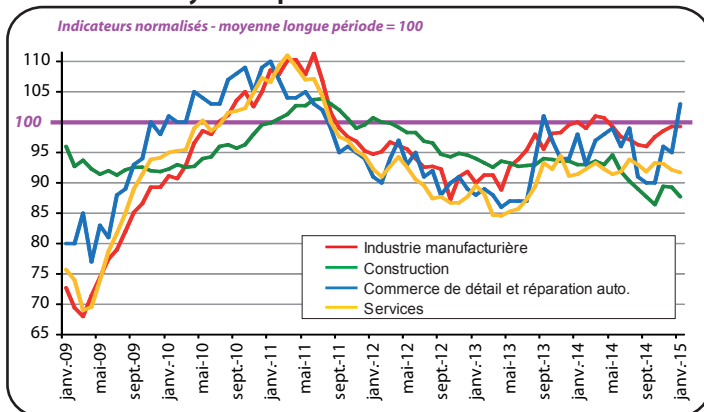
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, le climat des affaires se stabilise au mois de janvier (à 99, très proche de sa moyenne longue période) suite au redressement observé au 4^{ème} trimestre 2014. Les carnets de commandes globaux s'inscrivent en légère baisse tandis que ceux émanant de l'étranger sont stables. Le solde sur les perspectives générales (opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) continuent de progresser comme depuis octobre 2014 témoignant d'un climat des affaires globalement plus favorable.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires se replie de nouveau sur le mois de janvier de 1 point (à 88) demeurant ainsi à un niveau proche de ceux observés lors de la crise du bâtiment du milieu des années 90. Les entrepreneurs sont de plus en plus pessimistes sur leur activité personnelle des prochains mois ainsi que sur l'évolution du secteur dans son ensemble. Dans ce contexte, les effectifs salariés se sont contractés sur la période passée et continueraient de se replier dans les mois à venir.

- **Commerce de détail / automobile** - L'activité continue son redressement observé depuis quelques mois : l'indicateur synthétique du climat des affaires a en effet gagné 13 points depuis octobre 2014 et 8 sur le seul mois de janvier pour s'établir à 103, soit au dessus de sa moyenne longue période. Pour la période à venir, chacun des 3 soldes relatifs aux ventes prévues, aux intentions de commandes et aux perspectives générales du secteur se renforce. Pour autant, les trésoreries restent contraintes et les perspectives sur l'emploi dégradées.

- **Services marchands** - En janvier, le climat des affaires est globalement stable (à 92) et reste, comme depuis près d'un an et demi, dans une fourchette de 7 à 9 points en dessous de sa moyenne long terme. L'opinion des entrepreneurs sur l'ensemble du secteur s'érode quelque peu ce mois-ci tandis que leurs perspectives individuelles d'activités pour les mois à venir sont stables, à des niveaux toutefois relativement faibles.

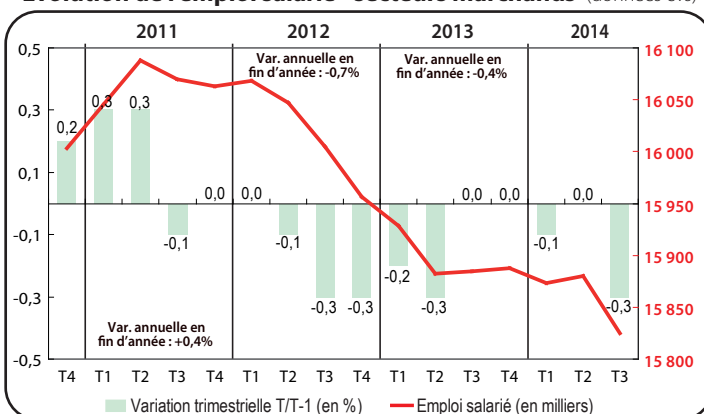
Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



EMPLOI SALARIÉ - Dégradation au 3^{ème} trimestre 2014 après 12 mois de relative stabilité

Après s'être globalement stabilisé entre juin 2013 et juin 2014, l'emploi salarié marchand est reparti à la baisse au 3^{ème} trimestre 2014 de -0,3%, soit 55 200 destructions d'emplois. Sur un an, il s'inscrit en repli de -0,4%, soit -59 700 postes.

Évolution de l'emploi salarié - secteurs marchands (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 3^{ème} trimestre 2014 (secteurs marchands uniquement)

- Dans l'INDUSTRIE, 11 300 emplois ont été détruits, après respectivement -10 800, -5 800 et -10 300 lors des 3 trimestres précédents. À fin septembre 2014, la France compte 3,144 millions de salariés dans l'industrie pour une évolution des effectifs de -1,2% sur un an (-38 100 postes).

- Dans la CONSTRUCTION/BTP, 15 200 postes (-1,1%) ont été perdus au cours du 3^{ème} trimestre 2014, confirmant ainsi l'accélération de la dégradation de la situation du secteur au fil des mois (-10 500, -4 700 et -6 400 postes sur les 3 trimestres précédents). À fin septembre, la France compte 1,363 million de salariés dans ce secteur d'activité pour une évolution des effectifs de -2,6% sur un an (soit -36 800 emplois).

- Dans le TERTIAIRE MARCHAND, depuis quelques trimestres, les effectifs globaux évoluent pour une part importante au gré des variations de l'intérim : au 2^{ème} trimestre 28 300 emplois avaient été créés dont 12 200 dans l'intérim, au 3^{ème} trimestre, 28 700 emplois ont été détruits dont 21 800 dans l'intérim. À fin septembre 2014, la France compte 11,318 millions de salariés dans le tertiaire marchand, soit des effectifs en légère progression de +0,1% sur un an (+15 300 emplois).

CHÔMAGE - Dans le sillage de l'emploi salarié ...

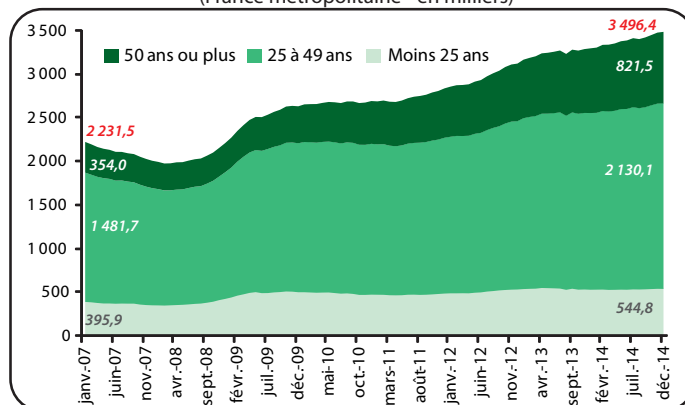
En moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2014, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 9,9% de la population active, soit en progression de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et stable sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin décembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a augmenté de +0,2% (+8 100 DE) comparé au mois précédent pour s'établir à 3,496 millions ; tendance qui prolonge une hausse quasi continue des inscriptions à Pôle emploi depuis le début 2014.

Sur un an à fin décembre, le nombre de DE progresse ainsi assez nettement de +5,7%, soit 189 000 DE supplémentaires.

Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



3 - Conjoncture vendéenne : Chiffre d'affaires (CA) des entreprises

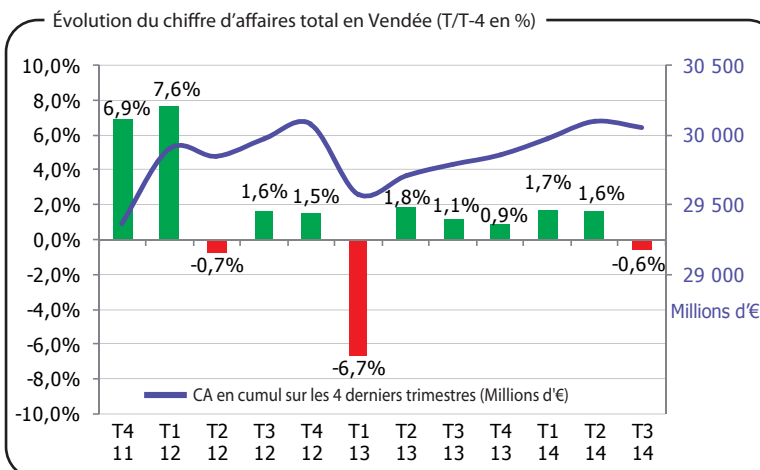
Source : DGFiP - Traitement : OESTV

Le chiffre d'affaires recule légèrement sur le 3^{ème} trimestre 2014 après 5 trimestres consécutifs de croissance modérée

Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal (hors entreprises financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 7 569 millions d'euros (M€) sur le 3^{ème} trimestre 2014 contre 7 616 sur le 3^{ème} trimestre 2013, soit en léger recul de -0,6%. Ce repli intervient après 5 trimestres consécutifs de croissance modérée.

En cumul depuis le début de l'année 2014, l'activité a progressé de +0,9% comparé à la même période de 2013.

Comme en Vendée, le CA global des entreprises se replie en Région (-0,4%) et en France (-0,7%) sur le 3^{ème} trimestre 2014.

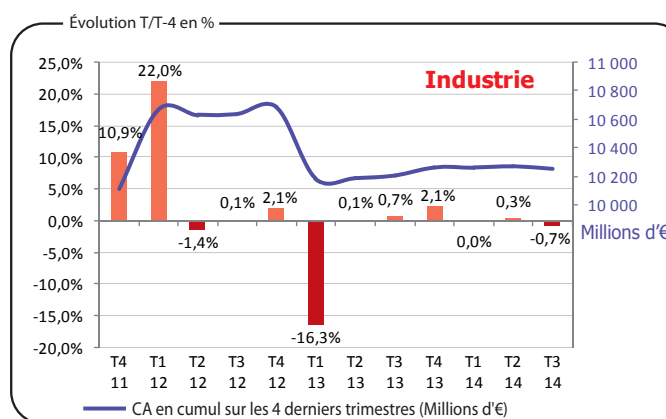


INDUSTRIE : Activité atone depuis plus de 2 ans

↳ **INDUSTRIE** (34,2% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2014)

Le chiffre d'affaires réalisé au cours du 3^{ème} trimestre 2014 par les entreprises vendéennes appartenant au secteur de l'industrie (2 482 millions d'euros) recule de -0,7% comparé à celui enregistré sur la même période de 2013, après 2 premiers trimestres 2014 atones.

En cumul sur les 9 premiers mois de 2014, l'activité dans l'industrie vendéenne stagne à -0,1% comparé à la même période de 2013.

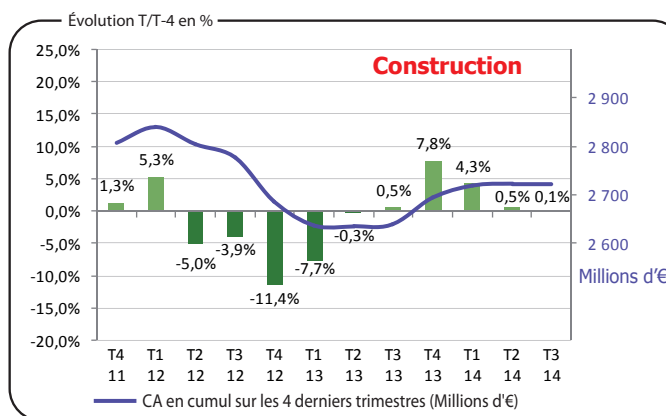


CONSTRUCTION/BTP : les volumes d'affaires stagnent sur les 2 derniers trimestres (2^{ème} et 3^{ème})

↳ **CONSTRUCTION/BTP** (8,8% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2014)

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 662 millions d'euros sur le 3^{ème} trimestre 2014 sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (661 M€, soit +0,1%).

En cumul depuis le début de l'année, l'activité des entreprises vendéennes du secteur de la construction s'inscrit toutefois en hausse de +1,5% comparé aux 9 premiers mois de 2013 (période de très faible activité).

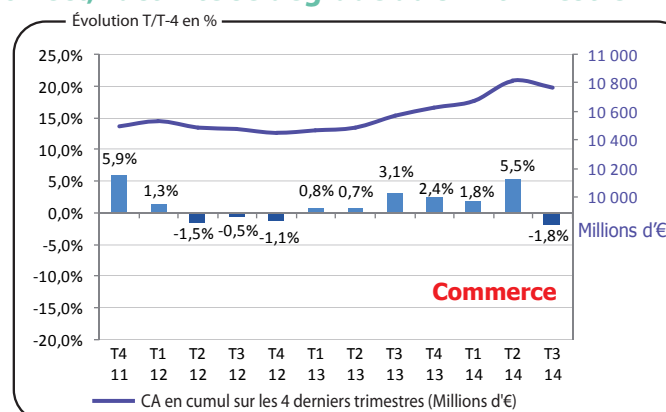


COMMERCE : Après un début d'année 2014 correct, l'activité se dégrade au 3^{ème} trimestre

↳ **COMMERCE** (36,1% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2014)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 2 779 millions d'euros sur le 3^{ème} trimestre 2014 contre 2 830 M€ un an plus tôt, soit un recul de -1,8%.

Malgré ce repli, l'activité reste, en cumul sur les 9 premiers mois de 2014, en hausse de +1,7% comparé à la même période de 2013.

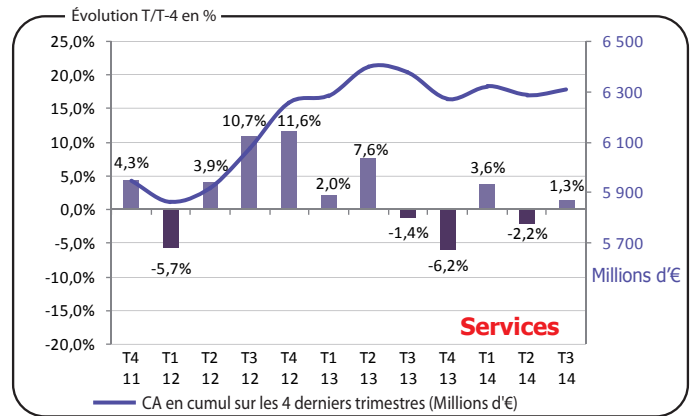


SERVICES : Une activité fluctuante depuis plusieurs trimestres

↳ **SERVICES** (20,9% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur les 9 premiers mois de 2014)

Les entreprises du secteur des services (hors activités financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 1 647 millions d'euros sur le 3^{ème} trimestre 2014 contre 1 626 M€ un an auparavant, soit une hausse de +1,3%.

En cumul depuis le début de l'année, l'activité dans les services s'affiche en progression de +0,8% comparé à la même période de 2013.



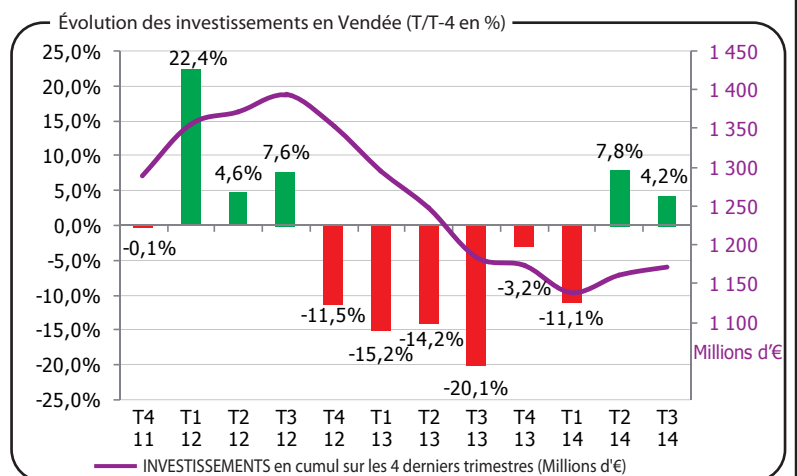
4 - Conjoncture vendéenne : Investissements* des entreprises

Source : DGFiP - Traitement : OESTV

Rattrapage sur la période avril/septembre faisant suite à 6 trimestres consécutifs de forte dégradation (*estimés à partir de la TVA déductible sur immobilisations)

Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 263 millions d'€ au 3^{ème} trimestre 2014 contre 253 M€ au 3^{ème} trimestre 2013, soit une hausse de +4,2%. Cette progression, qui prolonge celle observée lors des trois mois précédents, met fin à 6 trimestres consécutifs de net repli des immobilisations.

En cumul sur les 9 premiers mois de 2014, le niveau des investissements réalisés demeure toutefois quasi identique (-0,1%) à celui observé sur la même période de 2013, en raison d'un 1^{er} trimestre particulièrement délicat (-11,1%).

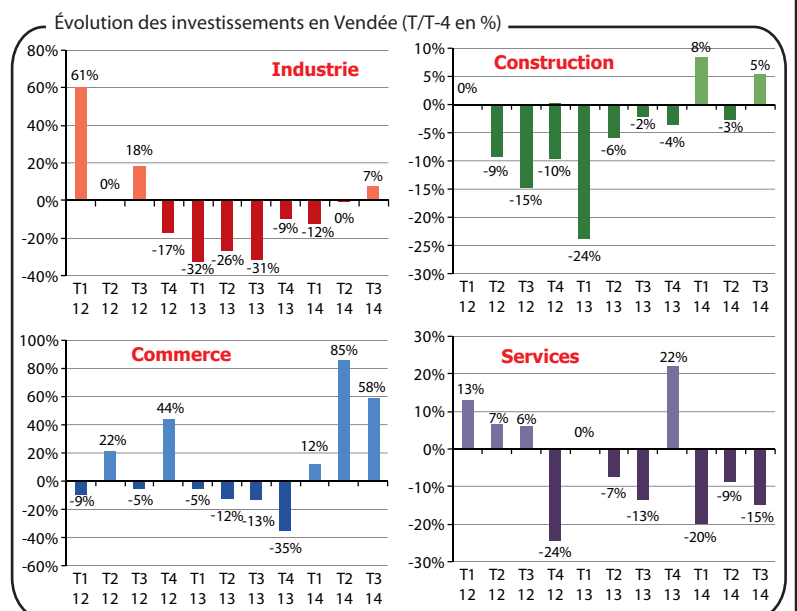


Investissements par secteur en Vendée

↳ **INDUSTRIE** (31,6% des investissements sur les 9 premiers mois de 2014)

Les entreprises industrielles ont déclaré 99 millions d'euros d'investissements sur le 3^{ème} trimestre 2014 contre 92 M€ un an plus tôt, soit une hausse de +7,5% (-2,0% en cumul sur les 9 premiers mois de 2014).

Ce rebond fait suite à 7 trimestres de baisse ou d'atonie.



↳ **CONSTRUCTION** (7,0% des investissements sur les 9 premiers mois de 2014)

Les entreprises du secteur de la construction ont investi 18,4 millions d'euros sur le 3^{ème} trimestre 2014 contre 17,5 M€ sur le 3^{ème} trimestre 2013, soit une progression de +5,3%.

En cumul depuis le début d'année 2014, les investissements ont progressé de +3,0% alors qu'ils étaient en net repli depuis plus de 2 ans.

↳ **COMMERCE** (21,5% des investissements sur les 9 premiers mois de 2014)

Les entreprises du secteur ont déclaré 52 millions d'euros d'immobilisations au 3^{ème} trimestre 2014 contre 33 M€ un an plus tôt, soit une très forte hausse de +58,1%. En cumul sur les 9 premiers mois 2014, les investissements ont progressé de +49,4% (leur niveau est historiquement très variable d'une période à l'autre dans le commerce ; la construction d'un centre commercial, par exemple, pesant nécessairement de manière significative sur les montants globaux recensés à l'échelle du département) suite à une année 2013 particulièrement délicate (-18,1% comparé à 2012).

↳ **SERVICES** (40,0% des investissements sur les 9 premiers mois de 2014)

Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 94 millions d'euros sur le 3^{ème} trimestre 2014 contre 110 M€ un an auparavant, soit une franche dégradation de -14,8% (-14,4% en cumul sur les 9 premiers mois).

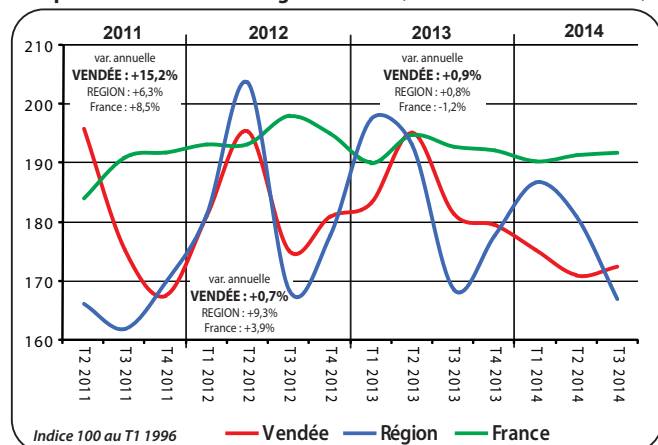
Excepté au 4^{ème} trimestre 2013, les investissements dans les services s'affichent en très net recul depuis près de 2 ans.

5 - VENDÉE : Exportations

Source : Direction des Douanes - Traitement : OESTV

Poursuite du repli des exportations vendéennes au 3^{ème} trimestre 2014

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat.militaire)



Au cours des 3 premiers trimestres de 2014, le montant des exportations vendéennes s'est élevé à 1 393 millions d'€, soit en repli de -7,3% comparé à la même période de 2013 (1 503 millions d'€). Cette érosion est observée sur les 3 périodes considérées (-4,3% au 1^{er} trimestre, -12,4% au 2^{ème} et -4,9% au 3^{ème}) et confirme les difficultés de nos entreprises à conserver leurs volumes à l'export dans un contexte national et européen peu dynamique.

En Région et en France, les montants exportés (données CAF/FAB) sur les 9 premiers mois de 2014 empruntent la même tendance baissière de façon plus ou moins prononcée : -4,4% pour les Pays de la Loire et -0,7% pour l'Hexagone.

Principaux produits exportés depuis la Vendée - 9 mois 2014

Premier poste à l'export, la filière nautique enregistre en 2014 les mêmes résultats que sur les 9 premiers mois de 2013 (soit 242 millions d'euros). Pour rappel, elle en réalisait plus du double en 2008 (509 M€ sur 9 mois) avant de s'effondrer, dès 2009, en divisant quasiment par 2 ses montants à l'export (270 M€). Après un rebond en 2011 (333 M€), ces montants se sont de nouveau réduits pour se stabiliser depuis autour de 240/260 M€.

Sur les 9 premiers mois de 2014, on notera aussi les très fortes baisses subies par 2 des 3 principaux postes à l'export de notre département : "viandes et produits à base de viande" et des "machines et équipements d'usage général".

| | 9 mois 2014 / 9 mois 2013 |
|--|---------------------------|
| Navires et bateaux (17% des exportations en valeur au 9 mois 2014) | 0% |
| Viandes et produits à base de viande (11%) | -25% |
| Machines et équipements d'usage général (8%) | -27% |
| Articles d'habillement (6%) | -2% |
| Produits de la culture et de l'élevage (6%) | +6% |
| Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (6%) | +10% |
| Machines diverses d'usage spécifique (5%) | +26% |
| Machines agricoles et forestières (5%) | +7% |
| Produits alimentaires divers (4%) | -19% |
| Équipements pour automobiles (4%) | +4% |
| Matériel électrique (3%) | -15% |
| Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%) | -5% |
| Produits en plastique (2%) | +13% |

6 - VENDÉE : Créations d'entreprises

Source : INSEE
Traitement : OESTV

Créations d'entreprises en hausse sur 2014 ... en raison des créations de micro-entreprises*

↳ Selon l'Insee, 3 878 entreprises (y compris micro-entreprises*) ont été créées, reprises ou réactivées dans notre département en 2014 contre 3 776 en 2013, soit une progression de +2,7%. Cette hausse relève essentiellement de la dynamique des créations de micro-entreprises.

En France et en Région, ces créations totales s'affichent respectivement en croissance de +3,7% et +2,5%.

↳ Dans le détail, les créations hors micro-entreprises ont reculé en 2014 de -4,2% en Vendée : soit 1 938 créations contre 2 023 en 2013.

Après un bon 1^{er} trimestre (+10,2% comparé au 1^{er} trimestre 2013), le reste de l'année a été beaucoup moins favorable : -20,2% au 2^{ème}, -5,4% au 3^{ème}, avant une stabilisation des créations hors micro-entreprises sur le 4^{ème} trimestre (+0,4%).

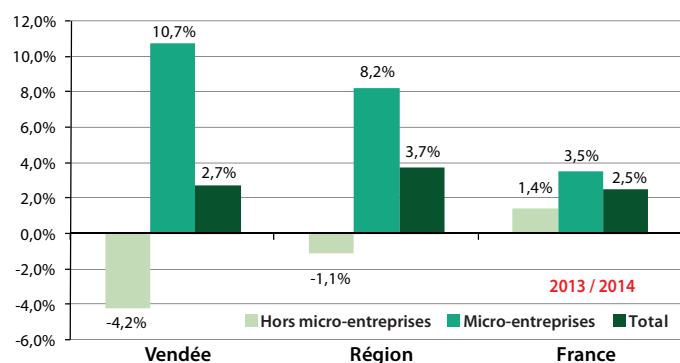
En Région, les créations hors micro-entreprises s'inscrivent en repli (-1,1%) tandis qu'en France, elles progressent +1,4%.

Les créations de micro-entreprises, quant à elles, croissent de +10,7% en 2014 dans notre département (+8,2% en Région et +3,5% en France).

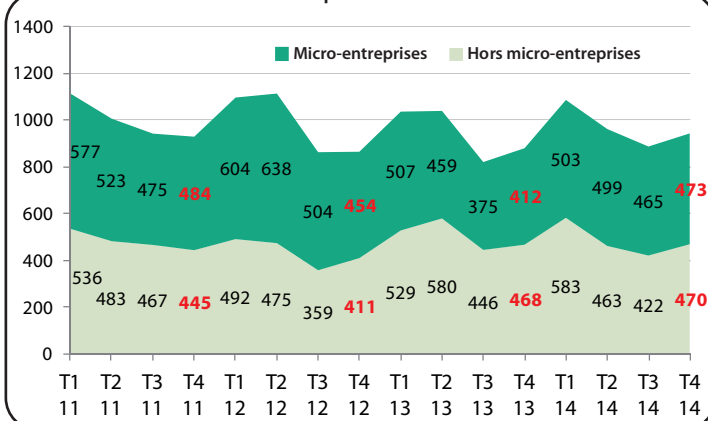
Après un 1^{er} trimestre en stabilité (-0,8%), ces dernières sont vivement reparties à la hausse sur les 2^{ème} (+8,7%), 3^{ème} (+24,0%) et 4^{ème} (+14,8%) trimestres.

En 2014, elles ont représenté 50% des créations totales en Vendée contre 54% en Région et 52% en France.

Évolution du nombre de créations d'entreprises



Nombre de créations d'entreprises selon le statut en Vendée



* À partir de décembre 2014, le terme de micro-entreprise se substitue à celui d'auto-entreprise dans les statistiques de créations d'entreprises diffusées par l'Insee.

7 - Conjoncture vendéenne : Défaillances d'entreprises

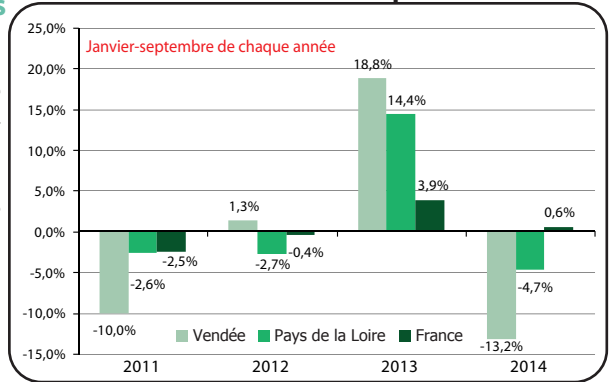
Source : Insee, Banque de France - Traitement : OESTV

Des défaillances d'entreprises en repli sur les 9 premiers mois de 2014

Le nombre de défaillances d'entreprises a nettement reculé sur les 9 premiers mois de 2014 de -13,2% en Vendée, soit 394 défaillances contre 454 sur la même période de 2013. Malgré ce fort recul, les défaillances s'établissent encore à un niveau supérieur à ceux observés pour les mêmes périodes des années antérieures de 2012 et 2011 (respectivement 382 et 377 défaillances).

En Région, le nombre de défaillances s'est également replié sur la période considérée de -4,7%, tandis qu'il progressait légèrement de +0,6% à l'échelle française.

Défaillances d'entreprises



8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Sources : Insee / Pôle Emploi - Traitement : OESTV

Après 3 trimestres corrects, l'emploi se repli à nouveau entre juin et septembre 2014

L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) recule de -0,8% (perte de 1 253 emplois) entre juin et septembre 2014, après 3 trimestres plus favorables (+0,7% entre septembre 2013 et juin 2014).

Selon l'Insee, la Vendée compte 155 926 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin septembre 2014, en quasi stabilité sur un an à -0,1% (perte de 225 postes).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens et français se replient de respectivement -0,3% et -0,4% sur un an à fin septembre 2014.

L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

À fin septembre 2014, le secteur de l'INDUSTRIE enregistre de nouvelles destructions d'emplois sur un trimestre : -0,7% comparé à fin juin, soit -367 postes.

La Vendée compte 53 019 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin septembre 2014 ; ils s'établissent en retrait de -1,3% sur un an (-687 postes).

L'emploi dans la CONSTRUCTION poursuit son érosion (8 trimestres consécutifs) et à un rythme particulièrement soutenu : -1,7% entre septembre et juin 2014 (soit -316 emplois).

Notre département compte 18 613 emplois salariés dans la construction ; ces derniers s'établissent en forte baisse de -3,6% sur un an (-688 postes).

À fin septembre 2014, le secteur du COMMERCE est le seul des 4 grands secteurs économiques à maintenir ses effectifs à l'équilibre sur 3 mois (+13 postes comparé à juin 2014).

Selon l'Insee, 31 012 emplois salariés sont recensés en Vendée dans le commerce à fin septembre 2014 ; ils s'inscrivent en hausse de +1,4% sur un an (+421 postes).

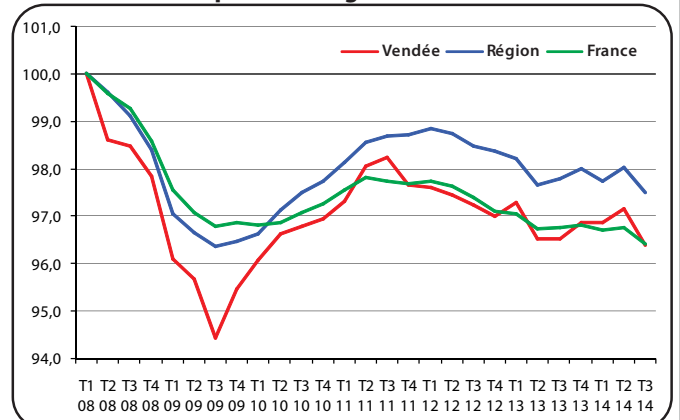
Le secteur des SERVICES MARCHANDS enregistre également une baisse prononcée de ses effectifs de -1,1% entre juin et septembre 2014, soit une perte de 583 emplois, en raison notamment d'une dégradation de l'intérim sur cette période (voir ci-dessous). Sur un an à fin septembre, les effectifs dans les services (53 282 salariés) s'établissent toutefois en progression de +1,4% (+729 emplois).

Intérim en Vendée : Rebond de l'intérim sur le mois de novembre après plusieurs mois de repli

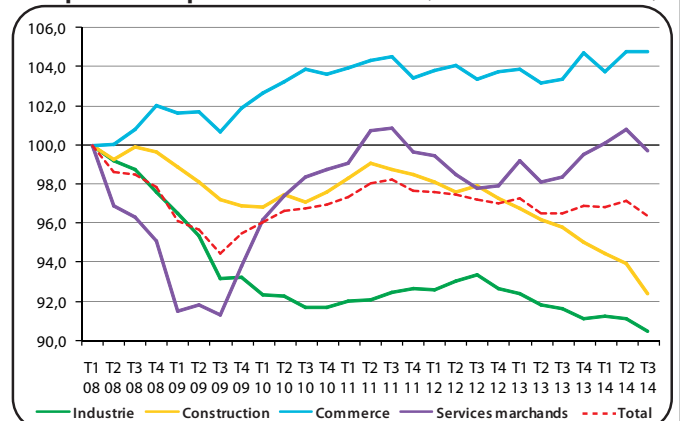
Selon Pôle Emploi, le nombre d'intérimaires a rebondi sur le mois de novembre 2014 de +2,4% comparé à octobre, soit un gain de 186 emplois. Cette hausse fait suite au net repli enregistré depuis juin (-6,4% entre juin et octobre 2014 soit une perte de 537 postes).

Sur un an à fin novembre 2014, l'emploi intérim s'affiche toujours en hausse de +6,9%, pour un gain de 521 postes. A fin novembre 2014, la Vendée compte 8 034 intérimaires (données CVS).

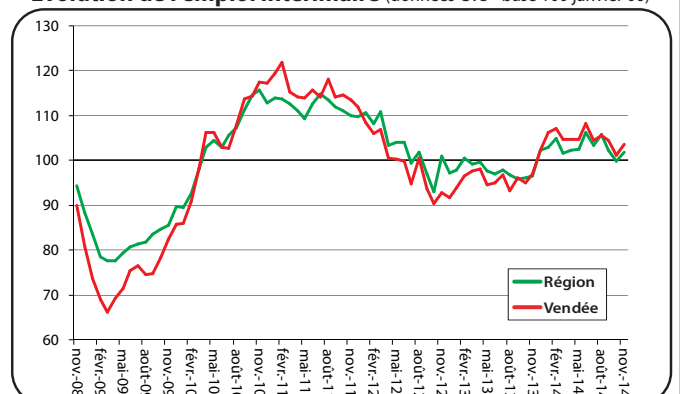
Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 08)



Emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 08)



Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



9 - VENDÉE : Chômage

Sources : Insee, Pôle Emploi & Dares - Traitement : OESTV

Un nombre de demandeurs d'emploi stable sur le mois de décembre après la vive hausse enregistrée un mois plus tôt

Au mois de décembre 2014, la Vendée stabilise son nombre de demandeurs d'emploi (+0,1% soit 43 DE de plus) comparé au mois précédent (-0,2% en Région et +0,2% en France). Cette relative stabilité fait toutefois suite à une très forte hausse au cours du mois précédent : +3,3%, soit + 950 DE.

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 29 420 demandeurs d'emploi de catégorie A à la fin du mois de décembre 2014 (données CVS) en progression de +6,6% sur un an, soit 1 820 DE supplémentaires.

La Région et la France enregistrent également une hausse très sensible du nombre de DE sur un an, de respectivement +7,5% et +5,7%.

Évolution sur un an à fin décembre par catégorie de demandeurs d'emploi

Hausse du nombre de DE dans toutes les catégories :

- Femmes : +4,7% (+651 DE)
- Hommes : +8,6% (+1 169)
- Moins de 25 ans : +5,5% (+279)
- Plus de 50 ans : +11,4% (+788).

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi

La progression du nombre de demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) sur un an à fin décembre 2014 est globalement soutenue dans l'ensemble des zones d'emploi vendéennes, exceptée dans celle de Fontenay-le-Comte où l'on observe une relative stabilisation (+0,3%) :

- ⇒ +5,6% pour Challans
- ⇒ +8,3% pour les Herbiers
- ⇒ +8,3% pour la Roche-sur-Yon
- ⇒ +9,5% pour les Sables d'Olonne

Taux de chômage en Vendée - 3^{ème} trim. 2014

En moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2014, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,5% de la population active, soit le même qu'il y a un an.

Comparé au trimestre précédent, ce taux progresse néanmoins de 0,2 point.

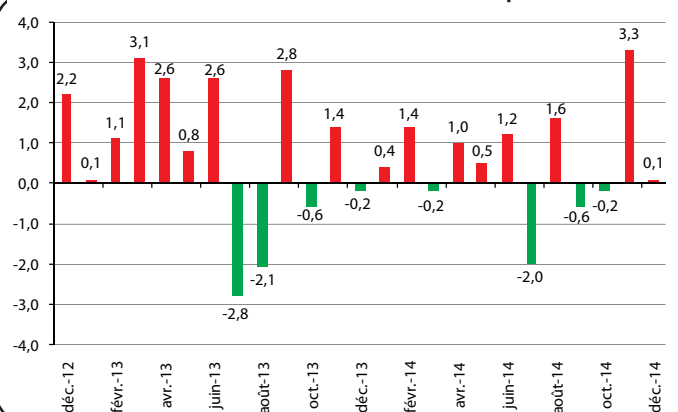
En Région (8,8%), on observe également une progression du taux de chômage sur le 3^{ème} trimestre 2014 comparé au trimestre précédent de +0,3 point.

Par zone d'emploi

La zone d'emploi des Herbiers est toujours celle qui dispose du taux de chômage le plus bas de la Région à 5,5% de sa population active (stable comparé au trimestre précédent).

Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux bien plus élevés : 8,6% pour la Roche-sur-Yon (+0,3 point), 9,8% pour Fontenay-le-Comte (+0,1 point), 10,5% pour Challans (+0,5 point) et 11,5% pour les Sables d'Olonne (+0,3 point ... soit le taux de chômage le plus élevé des zones d'emploi ligériennes).

Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)

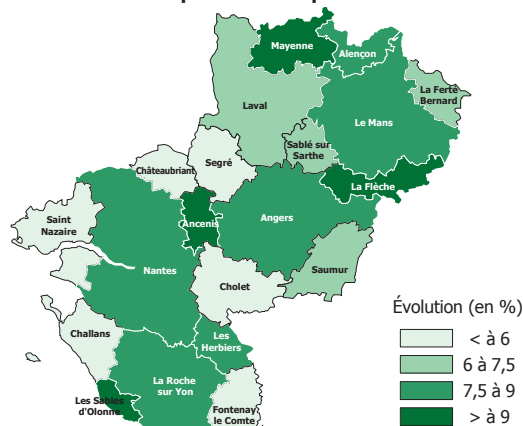


Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

| | Déc. 2014 | Évol. déc. 2013 / déc. 2014 | Taux T3 2013 | Taux T3 2014 |
|--------|-----------|-----------------------------|--------------|--------------|
| Vendée | 29 450 | +1 820 (+6,6%) | 8,5% | 8,5% |
| Région | 174 426 | +12 135 (+7,5%) | 8,7% | 8,8% |

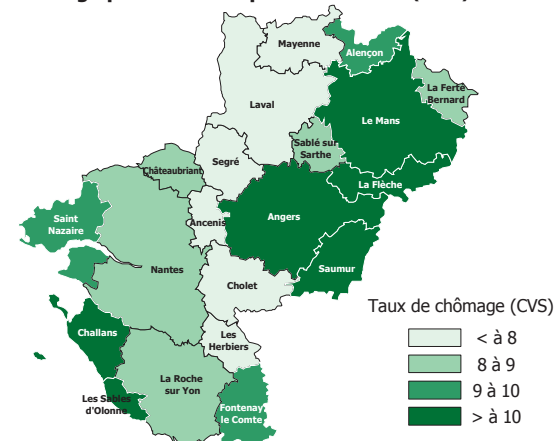
* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à déc. 2014 (en %)



Sources : DARES - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au T3 2014 (en %)



Sources : Insee - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

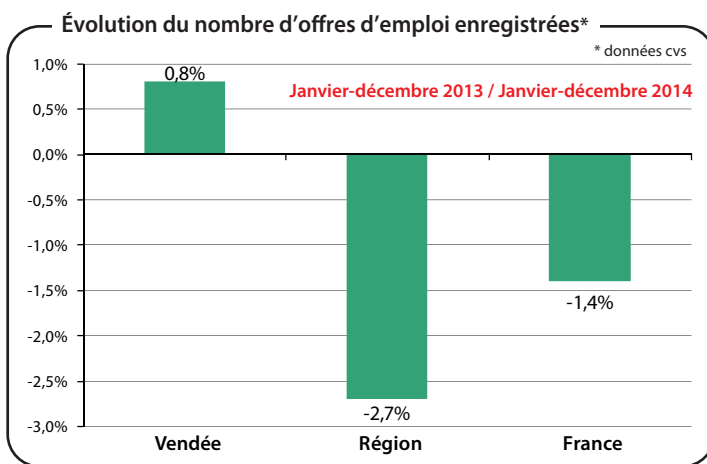
Offres d'emploi enregistrées : stabilisation sur 2014 après une année 2013 délicate (-15%)

En Vendée, Pôle Emploi a recensé **23 576 offres d'emploi sur 2014** contre 23 396 en 2013, soit une légère hausse de **+0,8%**.

Les offres ont progressé sur les 3 premiers trimestres de 2014 (+7,7% sur le 1^{er} trimestre comparé au 1^{er} trimestre 2013, +5,3% sur le 2^{ème} et +3,8% sur le 3^{ème}) avant de se replier nettement en toute fin d'année (-12,1% sur le 4^{ème} trimestre).

En Région et en France, elles ont reculé de respectivement -2,7% et -1,4% sur l'année 2014.

Notons enfin que **63%** des offres d'emploi enregistrées sur 2014 concernent **des emplois non durables (moins de 6 mois) en Vendée** contre 56% en Région et 50% en France.



10 - VENDÉE : Logements

Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

Malgré le rebond enregistré à partir de juin, les permis de construire autorisés en Vendée demeurent à des niveaux extrêmement bas en cumul sur les 11 premiers mois de 2014

Avec **3 500 logements autorisés en Vendée sur les 11 premiers mois de 2014**, les permis de construire délivrés reculent très nettement de **-16,7% comparé à la même période de 2013** (4 200 autorisations).

Notons toutefois que **le nombre d'autorisations a fortement rebondi à partir de juin 2014** : +22% sur la période juin/novembre 2014.

Le logement individuel (79% de l'ensemble des permis délivrés sur les 11 premiers mois de 2014) **se contracte en cumul annuel de -24% : 2 765 autorisations contre 3 625 un an auparavant**. Plus précisément, les permis se sont repliés aussi bien dans l'individuel pur (2 396 contre 3 026, soit -21%) que dans l'individuel groupé (369 contre 599, soit -38%).

Dans le collectif, les autorisations ont, pour leur part, progressé de +28% sur la période considérée ; soit 735 permis contre 575 un an auparavant.

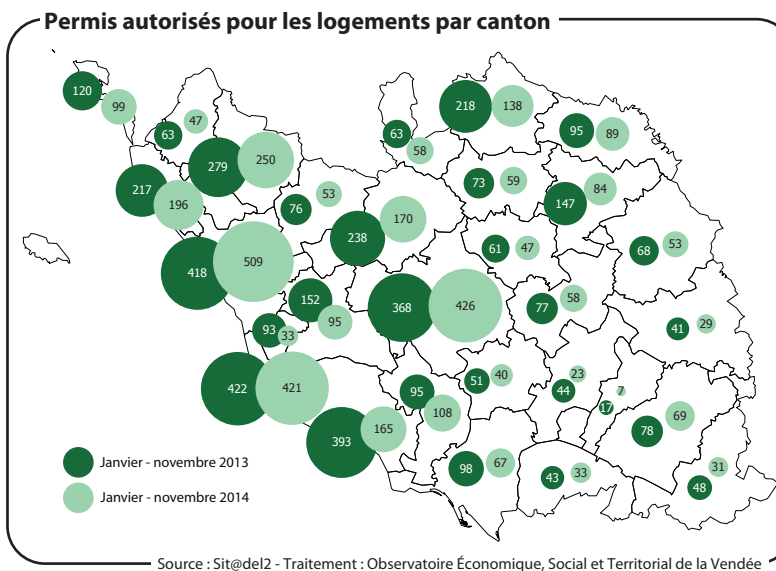
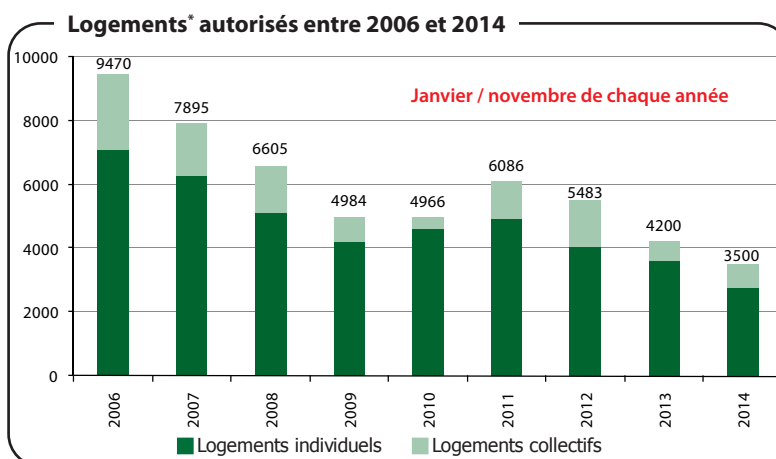
Concernant les mises en chantier, elles ont aussi très nettement reculé sur les 11 premiers mois de 2014 de **-24%**. Ces dernières se sont contractées fortement sur chaque mois de 2014, excepté en novembre (+19% comparé à novembre 2013). Cette érosion touche aussi bien l'individuel (-25% ; **2 698 contre 3 578 sur les 11 premiers mois de 2013**) que le collectif (-18% ; **542 contre 657**).

En Région, les permis de construire délivrés sur la période considérée se replie également, mais de manière moins forte (-6%) en raison du poids plus important et de la dynamique du collectif (-18% dans l'individuel et +15% dans le collectif), tout comme les mises en chantier (-4% au total : -17% dans l'individuel et +21% dans le collectif).

À l'échelle de l'Hexagone, l'érosion est plus prononcée : autorisations de permis en baisse de **-16%** (-21% dans l'individuel et -10% dans le collectif) et mises en chantier à **-13%** (-21% dans l'individuel et -5% dans le collectif).

| | Vendée | | Région | | France | |
|----------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | janv.-nov. 2014 | Évol. 2013/2014 | janv.-nov. 2014 | Évol. 2013/2014 | janv.-nov. 2014 | Évol. 2013/2014 |
| Logements autorisés* | 3 500 | -16,7% | 19 140 | -5,8% | 302 587 | -15,6% |
| Logements mis en chantier* | 3 240 | -23,5% | 18 032 | -3,6% | 238 526 | -12,9% |

* logements ordinaires (= hors logements en résidence)



Source : Sit@del2 - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

11 - VENDÉE : Locaux non résidentiels

Rebond des surfaces autorisées depuis octobre ... qui ne les empêchera toutefois pas de s'établir à leur plus faible niveau depuis 10 ans en cumul annuel

↳ En Vendée, les surfaces de plancher autorisées pour les locaux non résidentiels se sont élevées à 495 790 m² au cours des 11 premiers mois de 2014, soit le plus faible niveau depuis plus de 10 ans.

Elles s'inscrivent en nette dégradation de -22,3% comparé à la même période de 2013 (-36,5% sur le 1^{er} trimestre comparé au 1^{er} trimestre 2013, -37,9% sur le 2^{ème}, -8,4% sur le 3^{ème} et +29,5% sur octobre/novembre).

Dans le détail, cette forte contraction est observée pour tous les types de locaux : -29,8% pour l'industrie-stockage, -25,4% pour le commerce, -14,5% pour les bâtiments agricoles, -29,0% pour les bâtiments de service public et enfin, -23,5% pour les autres destinations (bureaux, hébergement hôtelier et artisanat).

↳ Concernant les surfaces de plancher commencées, elles ont également enregistré un très net recul de -32,0% sur la période considérée comparé à la même période de 2013. Ces dernières se replient fortement sur les 3 premiers trimestres de 2014 (-35,4% sur le 1^{er}, -35,3% sur le 2^{ème} et -49,2% sur le 3^{ème}) avant de rebondir sur la période octobre/novembre (+15,4%).

Tous les types de locaux sont également concernés par cette contraction en cumul annuel ; l'industrie-stockage étant le secteur le plus touché (-48,5% comparé aux 11 premiers mois de 2013).

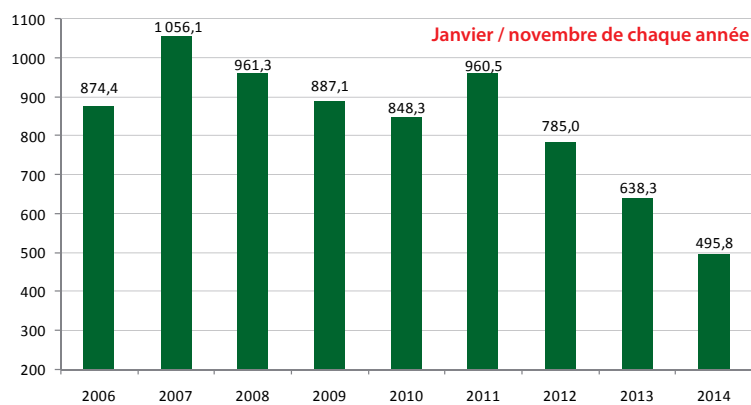
En Région, les surfaces de plancher autorisées ainsi que celles commencées reculent sur les 11 premiers mois de 2014 de respectivement -11,9% et -8,5%.

En France, la tendance est la même : les surfaces autorisées et commencées sont en repli respectivement de -12,4% et -7,7%.

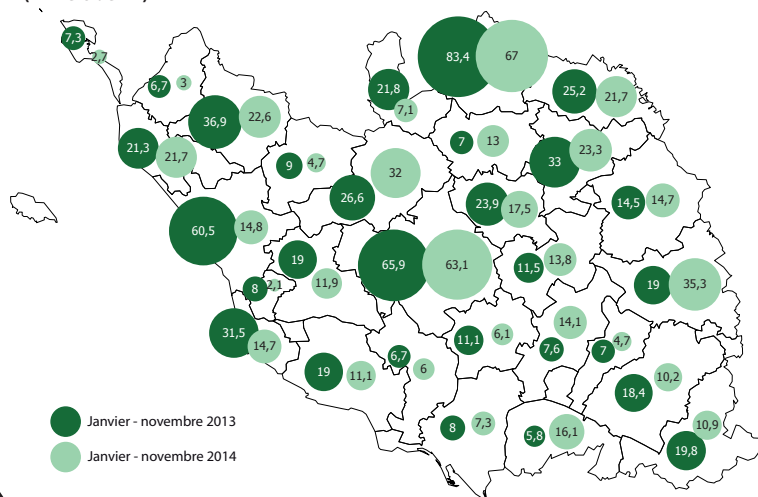
| | Vendée | | Région | | France | |
|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | janv.-nov. 2014 | Évol. 2013/2014 | janv.-nov. 2014 | Évol. 2013/2014 | janv.-nov. 2014 | Évol. 2013/2014 |
| Locaux* autorisés | 495,8 | -22,3% | 2 643,8 | -11,9% | 33 393,8 | -12,4% |
| Locaux* commencés | 352,1 | -32,0% | 2 154,5 | -8,5% | 23 601,9 | -7,7% |

* surface de plancher de locaux non résidentiels (en milliers de m²)

Locaux* autorisés entre 2006 et 2014



Surface de plancher autorisée de locaux non résidentiels par canton (milliers de m²)



12 - VENDÉE : Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources : Fichier central des automobiles - CCFA
Traitement : OESTV

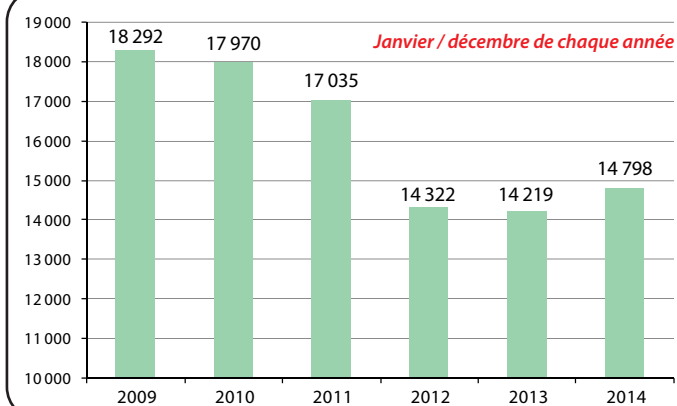
Des immatriculations en hausse en 2014 en Vendée

Sur l'année 2014, les immatriculations de voitures de tourisme neuves en Vendée s'inscrivent en hausse de +4,1% comparé à 2013 ; soit 14 798 unités contre 14 219 un an auparavant. Ces dernières restent bien en deçà de celles observées en 2009, 2010 ou 2011 -années qui avaient profité des effets de la prime à la casse- mais retrouvent un niveau proche de celui des années antérieures (avec une population vendéenne toutefois plus importante ...).

Après 6 bons premiers mois (+6,1% au 1^{er} trimestre 2014 comparé au 1^{er} trimestre 2013 et +9,0% au 2^{ème} trimestre), la dynamique des immatriculations a ralenti cependant sur la fin d'année (+0,2% au 3^{ème} trimestre et +1,1% au 4^{ème}).

En France, le nombre d'immatriculations de voitures neuves progresse modestement en 2014 (+0,5%), tandis qu'il recule assez nettement de -4,6% à l'échelle régionale.

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



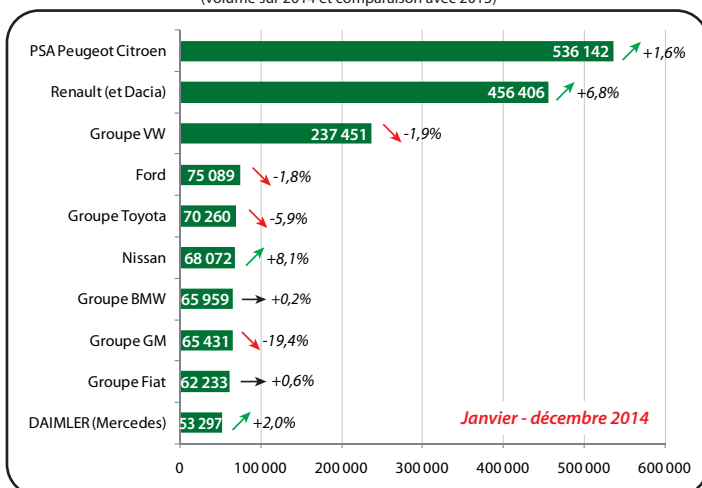
Immatriculations par constructeur en France

Les constructeurs automobiles français ont globalement profité de la hausse des immatriculations sur l'année 2014 comparé à 2013 : +6,8% pour le Groupe Renault (+4,8% pour Renault et +14,1% pour Dacia) et +1,6% pour PSA (+5,3% pour Peugeot mais -3,0% pour Citroën).

Sources : Fichier central des automobiles - CCFA
Traitement : OESTV

Immatriculations de voitures particulières neuves en France

(volume sur 2014 et comparaison avec 2013)



13 - VENDÉE : Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

Sources : Fichier central des automobiles
Traitement : OESTV

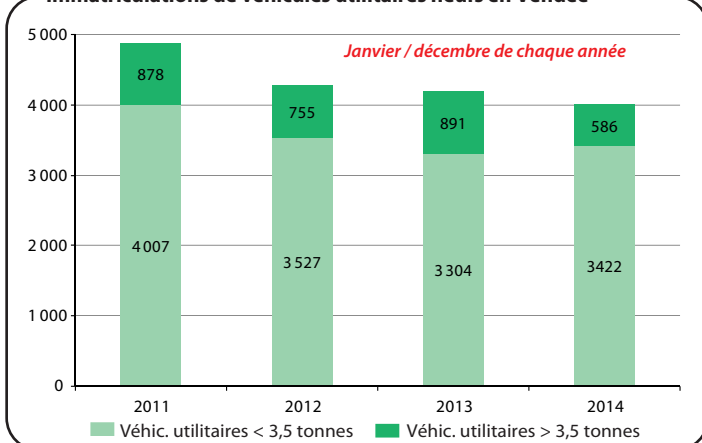
Hausse des immatriculations de véhicules utilitaires légers en 2014 ... forte contraction pour les poids lourds

En 2014, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont reculé de -4,5% comparé à 2013 (4 008 unités contre 4 195 un an auparavant).

Les ventes de véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) ont progressé sur la période de +3,6% (3 422 unités contre 3 304) tandis que celles relatives aux véhicules de plus de 3,5 tonnes se sont fortement contractées de -34,2% (586 unités contre 891).

Sur la période considérée, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires recule également à l'échelle régionale de -6,1% (-4,3% pour les utilitaires légers et -17,4% pour les plus de 3,5 tonnes) tandis qu'il se maintient au niveau national à -0,2% (+1,5% pour les légers et -13,6% pour les poids lourds).

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Général de la Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison de l'Emploi Roche Agglo
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr